



**PRÉFET
DE SAÔNE-ET-LOIRE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement de
Bourgogne-Franche-Comté**

Unité Interdépartementale 39-71
Antenne de Macon
37 Boulevard Henri DUNANT
71000 Macon

Macon, le 08/08/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 15/05/2025

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

ICPF

74 quai du Commerce
71600 Paray-Le-Monial

Références : PC/VV/2025/M_194 Lettre recommandée avec AR N°1a 209 918 7281 3
Code AIOT : 0005401812

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 15/05/2025 dans l'établissement ICPF implanté 68, quai du Commerce 71600 Paray-le-Monial. L'inspection a été annoncée le 09/04/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite d'inspection visait à vérifier la mise en œuvre des mesures de gestion de la pollution à la créosote au droit et à l'aval de l'établissement. Elle s'inscrivait également dans un contexte de transmission, par l'exploitant, de diagnostics et plan de gestion de cette pollution.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- ICPF
- 68, quai du Commerce 71600 Paray-le-Monial

- Code AIOT : 0005401812
- Régime : Enregistrement
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Des activités de traitement du bois sont réalisées sur le site depuis 1934. L'établissement est classé ICPE, notamment pour la rubrique 2415. En raison de l'évolution de l'arrêté ministériel relatif à cette rubrique, des travaux de mise en conformité des installations sont prévus. La créosote est toujours utilisée sur le site, pour du traitement de traverses de chemin de fer dans un autoclave (destinées aux entreprises privées). L'établissement comporte également un autoclave de traitement au sel. L'autorisation d'utiliser de la créosote est valide jusqu'en 2029. Une substitution du produit est attendue sur la période 2025-2029, nécessitant des investissements.

Le site, initialement exploité par FBI, a été repris par ICPF (groupe Baret) en 1997. Une baisse d'activité est constatée par l'exploitant depuis 2019 environ. Le groupe Baret tend à investir également sur la technique des traverses béton.

Une pollution du site à la créosote est connue depuis la fin des années 1970. Des résurgences dans la rivière Bourbince proches sont régulièrement observées. Cette pollution a fait l'objet de nombreux arrêtés préfectoraux et études.

Il est à noter que la créosote est un produit extrêmement dangereux qui est inscrit à l'annexe XVII "liste des restrictions" du règlement REACH. La Créosote EN 13991 Grade C actuellement utilisée sur le site est notamment classée, au titre du règlement CLP comme :

- Cancérogénicité, Catégorie 1B (H350: Peut provoquer le cancer)
- Toxicité pour la reproduction, Catégorie 1B (H360F: Peut nuire à la fertilité) et Catégorie 2 (H361d: Susceptible de nuire au fœtus) ;
- Danger par aspiration, Catégorie 1 (H304: Peut être mortel en cas d'ingestion et de pénétration dans les voies respiratoires) ;
- Danger à court terme (aigu) pour le milieu aquatique, Catégorie 1 (H400: Très toxique pour les organismes aquatiques.) ;
- Danger à long terme (chronique) pour le milieu aquatique, Catégorie 1 (H410: Très toxique pour les organismes aquatiques, entraîne des effets néfastes à long terme.).

Contexte de l'inspection :

- Pollution

Thèmes de l'inspection :

- Eaux souterraines
- Sites et sols pollués

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Diagnostic et plan de	AP de Mise en Demeure du 28/01/2021, article 1-IV	Prescriptions complémentaires	6 mois

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
	gestion			
2	Dispositif de protection de la Bourbince	AP Complémentaire du 10/12/2003, article 1 et 2	Prescriptions complémentaires	24 mois
3	Tranchée drainante	AP Complémentaire du 06/09/1985, article 2 et 3	Demande d'action corrective, Prescriptions complémentaires	12 mois
4	Puits nouveau	AP Complémentaire du 19/10/2006, article 4	Prescriptions complémentaires, Demande d'action corrective	6 mois
6	Installation de traitement des eaux de la nappe	AP Complémentaire du 13/01/2005, article 7	Prescriptions complémentaires, Demande d'action corrective	12 mois
7	Dispositif de réinjection et revenir de la créosote pompée	AP Complémentaire du 06/09/1985, article 4	Prescriptions complémentaires, Mise en demeure, respect de prescription	4 mois
9	Surveillance des eaux souterraines	AP Complémentaire du 13/01/2005, article 2	Prescriptions complémentaires, Demande d'action corrective	6 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
5	Compteurs volumétriques totalisateurs	AP Complémentaire du 06/09/1985, article 7	Sans objet
8	Utilisation de la créosote	Règlement européen du 18/12/2006, article 31.1	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les documents transmis par l'exploitant répondent globalement aux études demandées dans l'arrêté préfectoral complémentaire du 11/02/2015, l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 28/01/2021 et l'arrêté préfectoral d'astreinte journalière du 26/12/2024, excepté la conclusion de l'Analyse des Risques Résiduels prédictive qui mérite d'être confirmée par une 2ème campagne de surveillance des gaz du sol et de l'air ambiant.

Les diagnostics complémentaires transmis montrent l'existence d'une source primaire au niveau du

site, et de deux sources secondaires hors site : l'une au niveau de la parcelle AP 0001 limitrophe au nord-ouest, l'autre au niveau de la parcelle AO 0054 entre le canal et la rivière Bourbince, en amont de la résurgence de créosote (cf annexe - plan parcellaire).

Le plan de gestion TAUW R002-1620126BAU-V01 du 17/02/2025 propose de mettre en oeuvre le scénario de gestion suivant :

- L'extension de la dalle béton couvrant les sources historiques pour limiter la lixiviation des sols impactés ;

- Le prolongement de la tranchée drainante et la mise en place d'un puits de pompage en complément de l'ouvrage « puits nouveau » déjà présent sur le site ;

- Le maintien de la surveillance environnementale actuellement réalisée, l'ajout du suivi des eaux de surface et la réalisation de piézomètres complémentaires.

L'inspection propose d'acter les propositions de surveillance des milieux renforcée et d'amélioration de la tranchée drainante. Le code de l'environnement imposant à cessation d'activité la suppression des sources concentrées, l'extension de la dalle béton couvrant les sources historiques ne semble a priori pas adaptée et n'est pas retenue à ce stade.

Ces études et la visite d'inspection ont mis en évidence:

- l'existence de sources secondaires de créosote hors site ;
- un impact de la pollution sur les milieux hors site, et en particulier dans le périmètre de protection éloigné du captage de Romain ;
- la nécessité de définir des mesures de gestion ou des restrictions d'usages sur l'emprise du panache de pollution ;
- un dispositif de pompage et décantation existant dysfonctionnel ;
- le rejet des eaux issues du dispositif de décantation au fossé, ce qui constitue une non conformité majeure.

En conséquence, l'inspection propose de :

1) mettre en demeure l'exploitant, par arrêté préfectoral, de mettre en conformité le rejet des eaux issues du dispositif de décantation avec un délai de 4 mois.

2) prescrire à l'exploitant, par arrêté préfectoral, la mise en oeuvre du plan d'actions suivant :

- phase 1 : acquisition d'information via un programme de surveillance des milieux renforcés; audit du dispositif existant de pompage et décantation ;
- phase 2 : définition de l'extension du panache et interprétation de l'état des milieux avec proposition de mesures de gestion ou de restriction d'usage (dont SUP) ; étude avant projet pour amélioration du dispositif existant de pompage et décantation ;
- phase 3 : bilan quadriennal et révision du plan de gestion.

3) rassembler pour plus de lisibilité et de cohérence les prescriptions liées à la surveillance de la pollution et à sa gestion qui figurent dans de multiples actes administratifs (nombreux arrêtés préfectoraux complémentaires, article 65 bis de l'Arrêté du 2 février 1998 relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux émissions de toute nature des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation). Les prescriptions concernant la

surveillance environnementales mises à jour sont intégrées au projet d'arrêté préfectoral complémentaire précité en 2 (cf pièce jointe).

Enfin, l'inspection propose au préfet d'informer l'ARS de la présence de la résurgence dans le périmètre éloigné du captage de Romain et de la recommandation du bureau d'études de renforcer la surveillance de ce captage.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Diagnostic et plan de gestion

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 28/01/2021, article 1-IV
Thème(s) : Risques chroniques, Sites et sols pollués
Prescription contrôlée : Dans un délai de dix mois (10 mois) à compter de la notification du présent arrêté : > la réalisation d'un plan de gestion de la pollution selon la méthodologie nationale (norme NF-X 31-620) et comportant a minima le traitement des aspects suivants : - une synthèse des études historiques, documentaires et mémorielles, des études de vulnérabilité des milieux ; l'identification des enjeux à protéger et la caractérisation des milieux pertinents à investiguer dans ce cadre ; > la localisation, la quantification des polluants et la caractérisation de leur mobilité ; > la définition des objectifs de réhabilitation tenant compte des mesures de gestion et de traitement de la pollution, des dispositions constructives inhérentes à toute construction ou spécifiques aux pollutions résiduelles, les possibilités de régénération ou d'atténuation naturelle des milieux ; > le bilan coûts-avantages pour le choix des scénarios de gestion ; > l'application des réglementations en vigueur sur les milieux d'exposition, les constructions ou tout autre thématique pertinente dans le cas présent ; > la prise en compte des contraintes et documents d'urbanisme qui peuvent imposer des utilités en fonction des aménagements prévus ; > la validation sanitaire démontrée par des analyses de risques résiduels prédictives (ARR) compte tenu des niveaux de pollution résiduelles et des mesures constructives ; > la mise en œuvre des outils de conservation de la mémoire et de restriction d'usage qui peuvent s'avérer nécessaire ; > la surveillance des milieux requise ; > la gestion des terres excavées. A noter que l'AP de mise en demeure du 28/01/2021 fait référence à l'APC du 11/02/2015 qui indique : Article 2 - Etudes <i>"L'exploitant fait réaliser :</i> - <i>un diagnostic environnemental concernant les sols, les eaux de surface et souterraines portant sur l'ensemble des milieux impactés en mettant en place un réseau de mesures adaptées,</i>

- un schéma conceptuel dont les objectifs sont à l'article 2.2,
- un plan de gestion dont les objectifs sont à l'article 2.3 et si nécessaire les travaux de dépollution."

A noter que l'AP d'astreinte journalière du 26 décembre 2024 précise :

"La société ICPE [...] est rendue redevable d'une astreinte d'un montant journalier de cent euros (100 €) jusqu'à satisfaction de la mise en demeure signifiée par l'arrêté préfectoral n°DCL/BRENV/2021-28-2 du 28 janvier 2021 pour ce qui concerne les dispositions prévues à l'article 1-IV de ce même arrêté.

Cette astreinte prend effet à compter du 1er mars 2025."

Constats :

Examen documentaire

L'exploitant a transmis les documents suivants :

10/03/2021 : Rapport TAUW « Etude historique et documentaire - Etude de vulnérabilité - Schéma conceptuel » N°O001-1618592TRI-V01

10/01/2022 : Rapport R002-1618592TRI-V01 bureau d'étude TAUW « Étude historique et documentaire - étude de vulnérabilité - Schéma conceptuel »

24/11/2023 : Rapport R1618284BAU - V01 du bureau d'étude TAUW « Diagnostic complémentaire des milieux - Plan de gestion » ; ce document concluait à la nécessité d'investigations complémentaires

20/12/2024 : Diagnostic complémentaire des milieux (TAUW R001-162012BAU-V02)

17/02/2025 : Plan de gestion (TAUW R002-1620126BAU-V01)

Les **diagnostics** complémentaires TAUW R1618284BAU - V01 du 24/11/2023 et R001-162012BAU-V02 du 20/12/2024 montrent l'existence d'une source primaire au niveau du site, et de 2 sources secondaires : l'une au niveau de la parcelle AP 0001 limitrophe au nord-ouest, l'autre au niveau de la parcelle AO 0054 entre le canal et la rivière Bourbince, en amont de la résurgence de créosote (cf annexe - plan parcellaire). Le contexte géologique et hydrogéologique local n'apparaît pas suffisamment précis, notamment au regard du comportement de la créosote (cf annexe - Recherche complémentaire de l'inspection sur le comportement de la créosote dans l'environnement): la profondeur du substratum n'est pas précisée, sa topographie non plus. Les diagnostics montrent des concentrations pour la somme des 16 HAP de 110 000 µg/ L dans les eaux souterraines (PZ 12bis), de 6,6 µg/ L dans les eaux superficielles (prépondérance de Fluoranthène et Pyrène) et de 1330 mg/ kg MS dans les sédiments (prépondérance de naphtalène) au niveau de la résurgence de créosote dans la rivière Bourbince.

Le **plan de gestion** TAUW R002-1620126BAU-V01 du 17/02/2025 indique :

« Trois scénarios de gestion ont été étudiés par TAUW France. Le bilan coûts-avantages met en avant le scénario de gestion n°1 qui prévoit :

- L'extension de la dalle béton couvrant les sources historiques pour limiter la lixiviation des sols impactés,
- Le prolongement de la tranchée drainante et mise en place d'un puits de pompage en complément de l'ouvrage « puits nouveau » déjà présent sur le site,
- Le maintien de la surveillance environnementale. Il est préconisé d'ajouter à la surveillance environnementale actuellement réalisée le suivi des eaux de surface et la réalisation de piézomètres complémentaires.

Le montant du scénario 1 a été estimé à environ 430 k € HT. Ce scénario est retenu principalement en raison d'un coût de gestion moins élevé et qu'il présente un risque d'échec et de mobilisation des polluants à l'issue des travaux moins élevé que les scénarios n°2 et 3.

Le scénario 1 ne prévoit toutefois pas de mesure de gestion pour la résurgence en créosote dans le Bourbince. L'absence de mesure de gestion à mettre en œuvre au niveau de la résurgence est liée aux incertitudes résiduelles sur l'origine de la résurgence en créosote et des voies de transfert mais également aux contraintes inhérentes à la zone à traiter (difficulté d'accès/opération en berge de la Bourbince).

Des servitudes d'utilités publiques devront être mises en œuvre afin d'encadrer d'un point de vue réglementaire la limitation des usages de la Bourbince au niveau de la résurgence. De plus, des mesures de gestion complémentaires devront être mises en œuvre en cas de dégradation de la qualité des milieux en aval de la résurgence. »

Dans le plan de gestion TAUW R002-1620126BAU-V01 du 17/02/2025, le BE recommande (6.3) : « TAUW France a considéré une extension de la tranchée drainante sur 50 ml. L'extension latérale du panache de pollution n'est pas connue à ce jour. La poursuite de la tranchée sur 50 ml est donc une hypothèse de TAUW France qu'il conviendra d'affermir avant les travaux (investigations complémentaires dans le cas d'étude avant-projet ou projet par exemple).

TAUW France rappelle également que l'état de la tranchée drainante actuellement en place et son état de fonctionnement ne sont pas connus. Une vérification de l'état de cette dernière est recommandée. »

Au sujet de la **surveillance des milieux** figurant dans les mesures de gestion, le BE recommande (6.3) :

« Le suivi environnemental devra également être poursuivi afin de vérifier l'absence de dégradation de la qualité des milieux. A cet effet, TAUW France préconise de compléter cette surveillance par :

- Deux prélèvements d'eau de surface de la Bourbince avec un prélèvement au niveau du captage AEP et en aval lointain pour vérifier l'absence d'impact ;
- La mise en place de deux piézomètres complémentaires en aval de la parcelle nord-ouest afin de délimiter les impacts identifiés sur ce secteur. Il est recommandé de mettre en place des piézomètres en doublon de type flûte de pan afin de caractériser la qualité de la nappe superficielle et de la nappe profonde, soit un total de 4 piézomètres. »

L'Analyse des Risques Résiduelle prédictive (6.2) du plan de gestion TAUW R002-1620126BAU-V01 du 17/02/2025 étudie des expositions sur site et hors site (inhalation de composés organiques volatiles) (cf annexe - Expositions retenues dans l'analyse des risques résiduels prédictive).

La conclusion mentionne :

« Les concentrations mesurées dans les gaz des sols et l'air ambiant lors de la 1ère campagne sont jugées compatibles avec les usages. Toutefois, la compatibilité sanitaire ne pourra être définitivement validée qu'après la réalisation d'une campagne complémentaire de mesure (gaz du sol et air ambiant) et s'être assuré que les concentrations prises en compte dans cette étude sont représentatives de la qualité des milieux, notamment pour l'exposition des cibles hors site.

En cas de détection de concentrations plus élevées lors de la 2ème campagne de prélèvements, une mise à jour de l'analyse des risques résiduels (ARR) devra être réalisée afin de statuer sur la compatibilité des usages. »

Au sujet des incertitudes de l'ARR prédictive du plan de gestion TAUW R002-1620126BAU-V01 du 17/02/2025, le BE indique (5.7) :

« Il ressort toutefois deux paramètres pouvant influencer les conclusions avec :

- L'absence de prélèvement de gaz des sols ou d'air ambiant réalisé hors site sur la parcelle au nord-ouest. Les concentrations mesurées dans les gaz des sols sur le site ont été utilisées par défaut pour caractériser l'exposition hors site des travailleurs. Les concentrations dans les gaz des sols sur ce secteur restent toutefois inconnues ;
- La réalisation d'une seule campagne de prélèvement des gaz des sols et d'air ambiant ne permettant pas de caractériser la variabilité saisonnière des concentrations. »

L'exploitant a transmis le justificatif d'engagement de cette campagne.

En conséquence, il n'est pas proposé de liquider l'astreinte prévue par l'arrêté préfectoral d'astreinte journalière du 26/12/2024.

Visite d'inspection

Lors de la visite d'inspection, l'exploitant précise qu'il n'a pas de visibilité sur la possibilité d'implémentation financière de ce plan de gestion. Il précise également que le captage n'est plus utilisé qu'en secours. Il indique enfin qu'aucune investigation complémentaire concernant la tranchée drainante existante n'a été réalisée, ni concernant l'étude avant-projet pour confirmer la longueur du prolongement de la tranchée drainante sur 50 m. Il précise qu'il n'a pas la maîtrise foncière des terrains et que les propriétaires de la parcelle AP 0001 ne répondent pas aux sollicitations. Il précise qu'il n'a pas fait réaliser de campagne complémentaire de mesure (gaz du sol et air ambiant). Il indique cependant qu'une telle campagne peut rapidement être programmée.

Des recherches complémentaires ont été réalisées par l'inspection auprès de l'ARS. Elles ont permis de vérifier que :

- la prise d'eau sur la Bourbince était une ressource de secours,
- le puits de Romain est utilisé pour l'alimentation en eau de la commune,
- la résurgence se situe dans le périmètre éloigné du puits de Romain,
- les HAP sont surveillés au niveau de la prise d'eau sur la Bourbince mais pas au niveau du puits de Romain.

Conclusion

Les documents transmis par l'exploitant répondent globalement à la prescription, excepté la conclusion de l'Analyse des Risques Résiduels prédictive qui mérite d'être confirmée par une 2ème campagne de surveillance des gaz du sol et de l'air ambiant.

Concernant les mesures proposées dans le plan de gestion:

- L'inspection valide la proposition de surveillance des milieux renforcée du bureau d'études et de mise en place de servitudes d'utilités publiques afin de limiter les usages de la Bourbince au niveau de résurgence.
- L'inspection retient la proposition d'amélioration de la tranchée drainante. Dans ce cadre, un audit du dispositif existant devra être réalisé dans un premier temps (tranchée drainante de 5 m de profondeur datant de 1985 et dispositif de décantation et réinjection) (cf PC 2, 4 et 5). Dans le cadre de cet audit, des recommandations devront être formulées. Si l'opportunité en est confirmée, une étude avant projet sera ensuite réalisée pour améliorer le dispositif visant à éviter la migration de la pollution dans les eaux souterraines. Dans le cas de la prolongation de la tranchée drainante comme proposé en mesure de gestion, cette étude précise la longueur, la profondeur et l'emplacement nécessaire au bon fonctionnement du dispositif.
- Concernant l'extension de la dalle béton, le code de l'environnement imposant à cessation d'activité la suppression des sources concentrées, l'extension de la dalle béton couvrant les

sources historiques ne semble a priori pas adaptée et n'est pas retenue à ce stade. Il est proposé d'encadrer les mesures du plan de gestion retenues par arrêté préfectoral complémentaire (cf pièce jointe).
Par ailleurs, au regard de la DUP du 8 mars 2010, l'inspection propose au préfet d'informer l'ARS de la présence de la résurgence dans le périmètre éloigné du captage de Romain (parcelle AO 0054) et de la recommandation du bureau d'études de renforcer la surveillance de ce captage.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Il est demandé à l'exploitant de confirmer la conclusion de l'Analyse des Risques Résiduels prédictive par une 2ème campagne de surveillance des gaz du sol et de l'air ambiant.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Prescriptions complémentaires
Proposition de délais : 6 mois

N° 2 : Dispositif de protection de la Bourbince

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 10/12/2003, article 1 et 2
Thème(s) : Risques chroniques, Eaux superficielles
Prescription contrôlée : Article 1 La société ICPF [...] doit mettre en place des dispositifs permettant de retenir efficacement les polluants au niveau de leur sortie dans la Bourbince, par exemple par le maintien d'un barrage efficace, avec à l'intérieur des matériaux absorbants. A noter que l'AP de mise en demeure du 28/01/2021 précise que ces prescriptions seront respectées en mettant en place les dispositions suivantes, dans un délai de trois mois (3 mois) à compter de la notification de l'arrêté : - de procéder à la mise en place d'un dispositif technique efficace permettant de contenir et capter les polluants au niveau du point de résurgence dans la rivière « Bourbince » ; - de justifier de la réalisation des contrôles destinés à s'assurer que les mesures mises en place au point de résurgence à la rivière « Bourbince » demeurent effectives et efficaces dans le temps (ex.: tenue d'un registre comportant les dates de contrôle, la nature des interventions réalisées, les commentaires utiles, le bilan matière en lien les opérations d'éliminations des boudins saturés) ; Article 2 La société ICPF doit réaliser la surveillance, au minimum journalière du point de résurgence. Une trace écrite en est gardée.
Constats : <u>Examen documentaire :</u> Sources: - Rapport « suivi des eaux souterraines 2023 - campagne de mai 2023 » (TAUW ref R001-

1621239GAT-V01)

- Rapport « Suivi des eaux souterraines 2023 - campagne d'octobre 2023 » (TAUW ref R002-1621239GAT-V01)

- Rapport « Suivi des eaux souterraines 2024 - campagne de juillet 2024 » (TAUW ref R001-1622252EFO-V01)

Les rapports de suivi des eaux souterraines de mai et octobre 2023 font état de remplacement périodique du dispositif absorbant. Le dispositif n'a en revanche pas pu être changé en juillet 2024 avec la précision suivante : *« L'opération doit être réalisée à l'aide d'une barque car les berges de la Bourbince au niveau de la résurgence sont trop abruptes pour réaliser l'opération en toute sécurité. Les fortes précipitations les jours précédents l'intervention de TAUW France ont engendré une crue de la Bourbince ne permettant pas d'utiliser la barque dans des conditions de sécurité jugées suffisantes. »*

Le rapport relatif à la surveillance de juillet 2024 indique également :

« Pour rappel, compte tenu de l'évolution dans la position des résurgences de phase libre, le barrage a été agrandi (6 m supplémentaires) en mai 2023 vers l'Est. De plus, compte tenu des observations lors des dernières périodes de crue de la Bourbince, deux piquets de renforts de grande taille ont été installés en mai 2023 afin de renforcer le dispositif et conserver la position du barrage après ces événements de hautes-eaux. Ces derniers étaient toujours présents le 11 juillet 2024.»

Il conclut :

« La présence de phase libre plongeante de type créosote dégradée est également observée depuis plusieurs années en aval direct jusqu'au point de résurgence et à quelques mètres de celle-ci dans la Bourbince. [...] Il apparaît que le système de traitement et de confinement hydraulique de la phase libre en créosote ne permet pas de réduire suffisamment la migration des polluants hors-site.

Un dispositif de captage des polluants par absorption a été installé en aval de la résurgence sur la rive de la Bourbince. Le renouvellement de ce dispositif est régulier (malgré une impossibilité de renouvellement en juillet 2024) et tracé dans un registre d'intervention»

Visite d'inspection :

La visite d'inspection a permis de constater que des boudins étaient disposés en surface de la rivière Bourbince de façon à éviter la dispersion de la partie flottante des polluants. L'inspection a constaté la présence d'irisation en surface entre la berge et ces boudins. L'inspection a également pu constater la présence d'un mélange de vase et de créosote sur une épaisseur de 50 cm de profondeur environ entre la berge et ces boudins.

L'exploitant a indiqué que les boudins étaient changés 2 fois par an environ par TAUW, et qu'ils étaient évacués en déchets dangereux en même temps que les copeaux de créosote. L'exploitant a précisé qu'aucun retrait de sédiments souillés ou de créosote coulante n'avait jamais été opéré ni envisagé.

L'inspection a consulté le registre de surveillance de la résurgence, qui est réalisée de façon hebdomadaire. Ce registre mentionne que les boudins ont été changés par TAUW le 24 octobre 2024 (11 juillet 2024 : pas possible de changer les boudins, trop dangereux), le 2 mai 2023 (25/10/23 : mention que les boudins sont déjà sales), le 22 novembre 2021.

La consultation du registre a également permis de constater que les boudins se détachent régulièrement en période de hautes eaux (8/4/25, 6/3/25, mars 2025, 17/11/23, 9/2/23, 6/4/22, 25/2/22, 20/01/22, 17/12/21, 30/7/21, 9/7/21, 26/5/21, 30/3/21). Le registre permet d'identifier que les interventions de TAUW ne sont pas enregistrées tous les 6 mois. La fréquence de surveillance

de la résurgence hebdomadaire apparaît adaptée.

L'exploitant a présenté à l'inspection le BSDD N°BSD-20250423-3ADD8JNNQ relatif à l'évacuation de copeaux de bois souillés (15 02 02*) à destination de TREDI Salaise (code R12) le 28/04/2025.

Conclusion

Une fréquence de surveillance de la résurgence hebdomadaire apparaît adaptée.

Le dispositif de protection de la Bourbince n'est pas suffisant. De la créosote est constatée dans les sédiments au niveau de la berge et à l'aval de celle-ci.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Si cela n'a pas encore été fait en mai/ juin, il est demandé à l'exploitant de procéder au remplacement des boudins (période de 6 mois échue).

Au regard de la présence de phase libre plongeante observée depuis plusieurs années en aval direct jusqu'au point de résurgence et à quelques mètres de celle-ci dans la Bourbince, il est demandé à l'exploitant de :

- procéder à un audit du dispositif de pompage et décantation. Cette expertise s'attachera notamment à identifier la fonctionnalité actuelle du dispositif par rapport à son objectif initial (récupérer la créosote qui imprègne la nappe aquifère sous-jacente pour éviter sa dispersion à l'aval) ;

- procéder à une Interprétation de l'État des Milieux afin d'aboutir à la proposition de mesures de gestion ou de restrictions si besoin (arrêtés municipaux d'interdiction ou servitudes d'utilités publiques) sur l'emprise du panache de pollution. Cette Interprétation de l'État des Milieux prendra a minima en compte pour les usages de la Bourbince suivant : captage AEP de Romay, éventuels puits agricoles ou privés, pêche, baignade. Elle sera basée sur une surveillance des milieux renforcée comprenant :

- les gaz du sol et l'air ambiant (bâtiment de l'entreprise de maçonnerie proche du site et sur site) ;

- les eaux de surface ;

- la nappe superficielle des eaux souterraines ;

- la nappe profonde des eaux souterraines ;

- les sédiments de la Bourbince ;

- si pertinent, les poissons de la Bourbince.

Il est proposé que ces exigences soient prescrites par arrêté préfectoral complémentaire (cf pièce jointe).

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Prescriptions complémentaires

Proposition de délais : 24 mois

N° 3 : Tranchée drainante

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 06/09/1985, article 2 et 3

Thème(s) : Risques chroniques, Eaux souterraines

Prescription contrôlée :

Article 2

La société [...] confectionnera un ouvrage capable de récupérer la créosote qui imprègne la nappe aquifère sous-jacente. Cet ouvrage consistera en une tranchée drainante de 180 mètre de long, située en limite Nord du chantier le long de la R.N. 79. Cette tranchée devra drainer sur tout sa longueur une couche sableuse épaisse d'environ cinq mètres, sans traverser la bande d'argile tourbeuse sous-jacente.

Article 3

Le niveau d'eau dans la tranchée sera maintenu à un niveau bas, au moyen de pompes convenablement dimensionnées. Des alarmes signaleront les défauts de fonctionnement de ces systèmes.

Constats :

La tranchée drainante a été construite en 1986. La visite d'inspection a permis d'identifier une portion de son tracé. Le puits de pompage n'a pas pu être identifié (sous la végétation), mais un tuyau a pu être vu, en limite de propriété à l'ouest. L'exploitant a indiqué que la tranchée drainante longeait la route uniquement sur la parcelle de l'établissement (ce qui ne correspondait pas au schéma de TAUW dans le diagnostic). Il n'a pas pu préciser la profondeur de la tranchée. Il a précisé que la buse de fond de la tranchée est recouverte de créosote, que la tranchée drainante est constamment alimentée en eau. L'exploitant a indiqué que les volumes pompés dans la tranchée drainante étaient très importants, et que l'eau pompée était relativement claire. Le débitmètre de la tranchée drainante n'a pas pu être vu. L'exploitant a mis en fonctionnement la pompe de la tranchée en mode manuel, l'eau en sortie de tranchée ne semble pas être chargée en produit pur.

Contrairement aux informations orales de l'exploitant, la consultation du plan de la tranchée drainante (affiché dans l'unité de décantation) a permis à l'inspection de constater que la tranchée drainante est également implantée sur le terrain de la parcelle limitrophe AP 0001 (comme figuré sur le schéma du diagnostic) (cf annexe - plan parcellaire).

Le document « Réseau de traitement des imprégnations de créosote » de juillet 1996 (réalisé pour le compte de France Bois Imprégné) a pu être consulté. Il indique que le système est composé de : « une tranchée drainante de 5 m de profondeur, d'une longueur d'environ 170 m et équipée d'un regard d'aspiration. Cette tranchée est située en limite de propriété côté route / canal. » La longueur indiquée de 170 m conforte le fait que la tranchée est implantée sur la parcelle de l'exploitant et sur la parcelle AP 0001 située à l'ouest.

Les esquisses piézométriques ne montrent pas d'influence de la tranchée drainante sur l'écoulement des eaux souterraines (par exemple avec des courbes isopièzes plus resserrées à proximité de la tranchée drainante et inversion du sens d'écoulement en aval proche). (cf PC 9)

Conclusion :

La visite d'inspection a permis de constater que les équipements et leur fonctionnement semblent assez mal connus (méconnaissance de l'implantation de la tranchée, de sa profondeur), vétustes (datant de 1985) et probablement dysfonctionnels (eau pompée relativement claire, pas d'impact sur les esquisses piézométriques, résurgence de créosote au niveau de la Bourbince). Par ailleurs, il a été constaté que les accès à la tranchée drainante n'étaient pas entretenus et nécessitaient un accès sur une parcelle AP 0001 hors propriété de l'établissement.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Il est demandé à l'exploitant de procéder à un audit du dispositif de pompage et décantation. Cette expertise s'attachera notamment à identifier la fonctionnalité actuelle du dispositif par rapport à son objectif initial (récupérer la créosote qui imprègne la nappe aquifère sous-jacente pour éviter sa dispersion à l'aval). Il sera notamment procédé à :

- débroussaillage des accès à la tranchée drainante et repérage sur un plan topographique des buses (y compris au niveau de la parcelle AP 0001) ;
- vérification de l'état de la tranchée drainante au niveau des buses d'accès (notamment profondeur, présence et épaisseur de produit pur et éventuellement altitude de la nappe) ;
- caractérisation de la fonctionnalité de la tranchée drainante (par exemple via des mesures dans les piézomètres amont / aval de la tranchée, le type de pompes utilisées, tests d'épuisement etc)
- interprétation et analyse des résultats ;
- recommandations.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective, Prescriptions complémentaires

Proposition de délais : 12 mois

N° 4 : Puits nouveau

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 19/10/2006, article 4

Thème(s) : Risques chroniques, Eaux souterraines

Prescription contrôlée :

Un puits de pompage devra être réalisé au droit de l'ancien autoclave. Les eaux de ce puits seront selon leur qualité, soit directement réincorporées dans le procédé industriel, soit traitées à l'aide du dispositif de décantation existant, soit évacuées comme déchets. [...] Le fonctionnement des pompes de reprise devra être alarmé. Le volume de produits pompés à partir de ce nouveau forage devra être reporté mensuellement sur le registre prévu à l'article 7 de l'arrêté préfectoral du 6 septembre 1985 susvisé.

Constats :

Le document « Réseau de traitement des imprégnations de créosote » de juillet 1996 (réalisé pour le compte de France Bois Imprégné) a pu être consulté. Il indique que le système est composé de : « Un ensemble de tranchées équipées de drains qui collectent toutes les eaux autour des installations d'injection pour les ramener au niveau du regard collecteur de la tranchée drainante principale. » Le puits nouveau a remplacé ce système de drains après les travaux liés à l'ancien autoclave.

La visite d'inspection a également permis de voir le puits nouveau et son débitmètre (installé au niveau du puits). L'index du débitmètre n'a cependant pas pu être lu (difficultés d'accès). L'exploitant a précisé que les eaux pompées dans celui-ci s'écoulent dans la canalisation située entre l'emplacement de l'ancien autoclave et le dispositif de décantation (cette canalisation avait été créée pour récupérer et recycler les égouttures de créosote liées à l'exploitation de l'ancien autoclave). La visite d'inspection a permis de constater l'existence d'un regard non étanche situé au niveau de cette canalisation. Il est donc probable que des eaux de ruissellement s'ajoutent parfois aux eaux pompées dans le puits nouveau (sans être comptabilisées). L'exploitant a indiqué

que des volumes plus importants étaient constatés en sortie de l'unité de décantation qu'en entrée.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Il est demandé à l'exploitant de procéder à un audit du dispositif de pompage et décantation. Cette expertise s'attachera notamment à identifier la fonctionnalité actuelle du dispositif par rapport à son objectif initial (récupérer la créosote qui imprègne la nappe aquifère sous-jacente pour éviter sa dispersion à l'aval). Dans ce cadre, il est demandé à l'exploitant de justifier que les eaux pompées dans le puits nouveau transitent jusqu'à l'unité de décantation dans une canalisation étanche et qu'il n'y a pas d'arrivée d'eau de ruissellement.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Prescriptions complémentaires, Demande d'action corrective
Proposition de délais : 6 mois

N° 5 : Compteurs volumétriques totalisateurs

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 06/09/1985, article 7
Thème(s) : Risques chroniques, Eaux souterraines
Prescription contrôlée : Les canalisations d'aspiration de la tranchée filtrante et le pompage de refoulement vers l'ouvrage de réinjection seront munis de compteur volumétrique totalisateur. Les indications de ces appareils de mesure seront relevées mensuellement et inscrites dans un registre prévu à cet effet. A noter que l'AP de mise en demeure du 28/01/2021 précise que ces prescriptions seront respectées en mettant en place les dispositions suivantes, dans un délai de trois mois (3 mois) à compter de la notification de l'arrêté : - de justifier de la mise en place d'un dispositif technique complété de dispositions organisationnelles permettant de garantir la comptabilisation, en tout temps, des volumes prélevés dans la tranchée filtrante et refoulés dans l'ouvrage de réinjection.
Constats : Le registre de suivi du dispositif de pompage et décantation pour la période 14/04/2023 - 03/02/2025 a également été présenté par l'exploitant. La visite d'inspection a permis de voir le puits nouveau et son débitmètre (installé au niveau du puits), mais l'index du débitmètre n'a cependant pas pu être lu (difficultés d'accès). Le débitmètre de sortie de l'unité de décantation a également été vu, mais l'index du débitmètre n'a cependant pas pu être lu (difficultés d'accès). Le débitmètre de la tranchée drainante n'a pas pu être vu.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Installation de traitement des eaux de la nappe

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 13/01/2005, article 7
Thème(s) : Risques chroniques, Eaux souterraines

Prescription contrôlée :

L'installation de traitement des eaux de la nappe doit faire l'objet d'un entretien régulier.

En particulier, la canalisation de refoulement des eaux après traitement doit faire l'objet d'une inspection permettant de s'assurer de son intégrité. L'exploitant est tenu de déclarer sans délai à l'inspection tout incident ou accident survenu du fait du fonctionnement des installations. Toute indisponibilité du dispositif de traitement des eaux de la nappe doit notamment être portée à la connaissance de l'inspection.

Constats :

La visite d'inspection a permis de voir le dispositif de traitement par décantation (datant de 1985). L'exploitant a expliqué que le dispositif correspondait à un traitement par décantation avec passage des eaux d'un bac à l'autre par des ouvertures présentes en fond des bacs. Des irisations ont été vues à la surface des bacs, avec un bac de fin de traitement moins impactés que les autres. L'exploitant a indiqué qu'à la reprise du site en 1997, les quantités de phase pure de créosote récupérées étaient très importantes. Elles sont négligeables aujourd'hui.

Quoi qu'ancien, le dispositif est relativement propre. Le registre de suivi du dispositif de pompage et traitement pour la période 14/04/2023 - 03/02/2025 indique un nettoyage des bacs de décantation en date du 05/05/2025. L'exploitant précise que les bacs n'ont cependant pas été vidés à cette date, que le vidage est réalisé tous les 4 ans environ. Le dernier a été réalisé à la demande de l'inspection en 2021. Il est à noter que la surveillance des eaux souterraines montre des pics de concentrations extrêmement importants en 2021 sur les piézomètres PZ1 et PZ12 (avril 2021 : 100 000 µg/l en PZ1 et 50 000 µg/l en PZ12bis ; novembre 2021 : 94 000 µg/l en PZ1 et 120 000 µg/l en PZ12bis ; prépondérance du naphtalène) (cf PC 9).

Le registre de suivi du dispositif de pompage et traitement pour la période 14/04/2023 - 03/02/2025 a également été consulté. Sur cette période de 661 jours, 31 591 m³ d'eau ont été comptabilisés en entrée (soit 47,8 m³/jour en moyenne). 26 200 m³ d'eau ont été comptabilisés en sortie. On observe donc une différence notable entre les volumes en entrée et en sortie (delta de 5 391 m³, soit 17 % des volumes comptabilisés en entrée), les volumes comptabilisés en sortie étant moindres (contrairement à ce qu'indiqué par l'exploitant).

Les arrivées d'eau de la tranchée drainante et du puits nouveau ont été vues.

L'exploitant n'a pas pu préciser le temps de passage dans les bacs ni le rendement épuratoire du dispositif de traitement. Il n'y a pas de surveillance de la qualité des eaux en entrée ni en sortie du dispositif de traitement.

Le document « Réseau de traitement des imprégnations de créosote » de juillet 1996 (réalisé pour le compte de France Bois Imprégné) a pu être consulté lors de la visite d'inspection. Il indique que le système est composé de :

« - un ensemble de bac de décantation abrités dans un local, séparés par des cloisons pour piéger la créosote. Ils séparent la créosote de l'eau. Chaque bac a une dimension de 2,30 m de long par 2,90 m de large et par 1,40 m de profondeur utile.

Le dernier bac est équipé d'un flotteur de sécurité de hauteur d'eau qui matérialise le niveau d'eau à ne pas dépasser pour garder la séparation créosote/eau.

- Un bac de récupération des eaux traitées de mêmes dimensions que les bacs de décantation, situé

dans le même local. Il est relié au quatrième bac par un collecteur situé à une hauteur de 1.35 m du fond. »

Ces éléments sont cohérents avec le plan de l'unité de traitement (affiché dans l'unité de traitement), qui présente 4 bacs de décantation et un bac de récupération des eaux traitées. Le document ne précise en revanche pas le temps de passage nominal ni le rendement épuratoire attendu.

Ce mode de fonctionnement semble adapté au traitement de la phase surnageante et de la phase plongeante de la créosote.

Au regard des informations collectées, l'inspection a procédé au calcul théorique du temps de passage dans les bacs. Chacun des 4 bacs présentent un volume de 9,3 m³, soit un total de 37,3 m³. Au regard du volume journalier moyen comptabilisé en entrée (47,8 m³), l'eau séjourne théoriquement dans les bacs de décantation pendant 18 heures en moyenne avant rejet.

Conclusion

La visite d'inspection a permis de constater que l'exploitant assure le nettoyage du dispositif de traitement.

La différence entre les volumes en entrée et en sortie ainsi que la survenue en 2021, du vidage du dispositif de traitement et de pics de concentrations en HAP en PZ1 et PZ12bis en avril et novembre, laissent suspecter des fuites du dispositif de traitement.

Les équipements et leur fonctionnement semblent assez mal connus (méconnaissance du temps de passage dans les bacs, du rendement épuratoire du dispositif de traitement, incompréhension du delta entre les volumes en entrée et en sortie de l'unité de traitement), vétustes (datant de 1985) et probablement dysfonctionnels (volumes en entrée très supérieurs aux volumes en sortie de l'unité de traitement, laissant suspecter des fuites de l'unité de traitement).

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Il est demandé à l'exploitant de procéder à un audit du dispositif de pompage et traitement. Cette expertise s'attachera notamment à identifier la fonctionnalité actuelle du dispositif par rapport à son objectif initial (récupérer la créosote qui imprègne la nappe aquifère sous-jacente pour éviter sa dispersion à l'aval). Il sera notamment procédé à :

- caractérisation de la capacité du dispositif de traitement à traiter la pollution (analyses en entrée de la tranchée drainante, en entrée du puits nouveau, des eaux du bassin d'entrée, des eaux traitées du bassin de sortie, des eaux traitées rejetées en sortie ; rendement épuratoire, temps de passage) ;
- interprétation et analyse des résultats ;
- recommandations ;

- si l'utilité du dispositif de pompage et traitement est avérée, cet audit sera complété par la vérification de l'étanchéité des bassins béton.

Il est proposé que ces exigences soient prescrites par arrêté préfectoral complémentaire (cf pièce jointe).

Il est également demandé à l'exploitant de préciser quand et comment le dispositif de traitement a été vidé et nettoyé en 2021. Préciser le devenir des eaux de nettoyage et transmettre les BSD.

Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Prescriptions complémentaires, Demande d'action corrective
Proposition de délais : 12 mois

N° 7 : Dispositif de réinjection et revenir de la créosote pompée

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 06/09/1985, article 4
Thème(s) : Risques chroniques, Eaux souterraines
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les eaux pompées devront subir une décantation efficace destinée à retenir la totalité de la phase organique lourde. Les eaux ainsi décantées devront être réinjectées dans le sol à la limite Sud du chantier, au moyen d'ouvrages (puits ou tranchées) dimensionnés de telle sorte qu'ils soient capables d'absorber, en permanence, la totalité du débit traversant les décanteurs. En aucun cas, ces eaux ne seront rejetées dans le fossé.</p> <p>Article 8</p> <p>La créosote récupérée dans les décanteurs sera, soit recyclée en fabrication, soit confiée à une entreprise spécialisée en vue de sa destruction. L'exploitant tiendra un registre comptabilisant les quantités de créosote récupérées.</p>
<p>Constats :</p> <p>La visite d'inspection a permis de constater que les eaux traitées refoulées en sortie de dispositif de traitement n'étaient pas réinjectées dans le sol à la limite Sud mais rejetées dans le fossé à la limite Sud. Ceci constitue une non-conformité majeure. La qualité de ces eaux n'est pas connue.</p> <p>A noter que le document « Réseau de traitement des imprégnations de créosote » de juillet 1996 (réalisé pour le compte de France Bois Imprégné) a pu être consulté lors de la visite d'inspection. Il indique que le système est composé de :</p> <p>« - Une pompe d'aspiration des eaux traitées de mêmes caractéristiques que la pompe de la tranchée drainante.</p> <p>Cette pompe est équipée d'un système de flotteurs niveau bas et niveau haut de l'eau dans le bac de récupération des eaux traitées.</p> <p>Cette pompe remonte l'eau traitée depuis le bac de récupération jusqu'à la tranchée de refoulement.</p> <p>- Une tranchée de refoulement de 2 m de profondeur moyenne et d'une longueur de 50 m environ. Cette tranchée est située en limite de propriété du côté voies SNCF. »</p> <p>L'exploitant explique le dysfonctionnement du dispositif de réinjection par l'imperméabilisation des surfaces concernées. Il est également possible que le dimensionnement du dispositif de réinjection ne soit plus adapté au regard du vieillissement / changement de pompe de la tranchée drainante et de l'ajout du pompage au niveau du puits nouveau.</p> <p>L'exploitant a indiqué qu'il n'y a plus de créosote décantée et récupérée dans le dispositif de traitement.</p> <p><u>Conclusion</u></p>

Le dispositif de réinjection ne fonctionne pas. Les eaux sont rejetées au milieu naturel par le fossé. **Ceci constitue une non-conformité majeure.** Il est proposé que cette interdiction de rejet au fossé soit rappelée à l'exploitant par arrêté préfectoral de mise en demeure (cf pièce jointe).

D'une manière générale, il apparaît que les aménagements du site post-1985 n'ont pas conduits à réévaluer la fonctionnalité du dispositif de réinjection (vieillesse de la tranchée drainante, nouveau pompage au puits nouveau, imperméabilisation des sols au-dessus de la tranchée de réinjection).

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Il est demandé à l'exploitant de procéder à :

- la caractérisation des eaux refoulées par l'unité de décantation et rejetées au fossé. Ces résultats seront transmis à l'inspection dans un délai maximal d'une semaine à compter de leur réception par l'exploitant ;
- la mise en conformité de son dispositif de gestion des eaux traitées issue de l'unité de décantation.

Cette mise en conformité pourra être opérée par exemple :

- en concluant une convention de gestion d'eaux usées avec la ville de Paray-le-Monial ;
- ou en proposant à l'inspection et mettant en œuvre les mesures nécessaires pour assurer la compatibilité du rejet au milieu naturel (le cas échéant le dépôt d'un porter à connaissance est indispensable) ;
- ou en mettant en œuvre les mesures nécessaires pour assurer la compatibilité du refoulement avec les capacités de réinjection.

Ces mesures sont données à titre d'exemple. Plusieurs d'entre elles peuvent éventuellement être mobilisées selon un calendrier adapté.

Par ailleurs, il est également demandé à l'exploitant de procéder à un audit du dispositif de pompage et traitement. Cette expertise s'attachera notamment à identifier la fonctionnalité actuelle du dispositif par rapport à son objectif initial (récupérer la créosote qui imprègne la nappe aquifère sous-jacente pour éviter sa dispersion à l'aval). Il sera notamment procédé à :

- la vérification de l'état de la tranchée de réinjection ;
- la caractérisation de la fonctionnalité de la tranchée de réinjection (par exemple via des mesures dans les piézomètres amont / aval de la tranchée, le type de pompes utilisées, tests d'épuisement etc) ;
- l'interprétation et analyse des résultats ;
- la proposition d'éventuelles recommandations.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Prescriptions complémentaires, Mise en demeure, respect de prescription

Proposition de délais : 4 mois

N° 8 : Utilisation de la créosote

Référence réglementaire : Règlement européen du 18/12/2006, article 31.1

Thème(s) : Produits chimiques, Utilisation de la créosote

Prescription contrôlée :

Une FDS est obligatoire lorsque :

- Une substance ou un mélange répond aux critères de classification comme produit dangereux conformément au règlement (CE) N° 1272/2008 (CLP), ou ;
- une substance est persistante, bioaccumulable et toxique ou très persistante et très bioaccumulable, conformément aux critères énoncés à l'annexe XIII de REACH, ou ;
- Une substance est incluse dans la liste des substances candidates à l'autorisation en vue d'une éventuelle autorisation conformément à l'article 59.1 de REACH, ou pour tout autre raison.

Constats :

La visite d'inspection a permis de constater que la Fiche de Donnée de Sécurité était affichée, plastifiée, à l'entrée du local de l'autoclave de traitement à la créosote, ainsi qu'un panneau « accès interdit à toute personne étrangère au service ». La cuve de stockage de la créosote est placée sur rétention et calorifugée, l'autoclave est placé sur dalle béton. Le jour de la visite d'inspection, l'équipement n'était pas en fonctionnement, aucun opérateur ne travaillait à son alentour.

La visite d'inspection a permis d'obtenir la fiche de données de sécurité N°300000000992 V1,0 relative à la Créosote EN 13991 Grade C, établie le 12/03/2025 pour la société RAIN CARBON INC (Vredekaai 18 - 9060 Zelzate - Belgique). Le numéro d'AMM indiqué est le N°FR-2017-0035.

La classification (RÈGLEMENT (CE) No 1272/2008) de cette substance est :

- Irritation cutanée, Catégorie 2 (H315: Provoque une irritation cutanée) ;
- Irritation oculaire, Catégorie 2 (H319: Provoque une sévère irritation des yeux) ;
- Sensibilisation cutanée, Catégorie 1 (H317: Peut provoquer une allergie cutanée) ;
- Cancérogénicité, Catégorie 1B (H350: Peut provoquer le cancer) ;
- Toxicité pour la reproduction, Catégorie 1B (H360F: Peut nuire à la fertilité) ;
- Toxicité pour la reproduction, Catégorie 2 (H361d: Susceptible de nuire au fœtus) ;
- Danger par aspiration, Catégorie 1 (H304: Peut être mortel en cas d'ingestion et de pénétration dans les voies respiratoires) ;
- Danger à court terme (aigu) pour le milieu aquatique, Catégorie 1 (H400: Très toxique pour les organismes aquatiques.) ;
- Danger à long terme (chronique) pour le milieu aquatique, Catégorie 1 (H410: Très toxique pour les organismes aquatiques, entraîne des effets néfastes à long terme.).

La FDS indique au chapitre 8 la nécessité de porter les équipements de protection individuelle suivants :

<p>- protection des yeux et des mains :</p> <p>→ lunettes de sécurité à protection intégrale (conforme EN 166) ;</p> <p>→ gants caoutchouc nitrile (délai de rupture > 480 min, épaisseur du gant $\geq 0,425$ mm) ou gants caoutchouc fluorocarboné (viton) / caoutchouc butyle (délai de rupture > 480 min, épaisseur du gant $\geq 0,7$ mm).</p> <p>- protection du corps :</p> <p>→ lors des tâches critiques lorsqu'il existe un risque d'exposition : combinaison de protection [au moins de type 4, EN 14605], portée par-dessus les vêtements de travail habituels ;</p> <p>→ lors de l'entrée dans le récipient : chaussures de protection adaptées (EN 13832) (par exemple pour le nettoyage ou l'entretien) ;</p> <p>→ lorsqu'il existe un contact potentiel avec de la créosote ou du bois créosoté, chemises à manches longues et pantalons longs ;</p> <p>- Protection respiratoire :</p> <p>→ En cas d'exposition brève ou de faible pollution utiliser un appareil respiratoire filtrant ;</p> <p>→ En cas d'exposition intensive ou prolongée, utiliser un appareil respiratoire indépendant de la circulation d'air ;</p> <p>→ Un masque facial complet avec filtre à particules P2 ou de préférence P3 en combinaison avec un filtre à gaz A (marron) doit être porté lors des tâches de travail critiques lorsqu'il existe un risque d'exposition par inhalation ;</p> <p>→ Aucun équipement de protection respiratoire individuel n'est normalement nécessaire.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 9 : Surveillance des eaux souterraines

<p>Référence réglementaire : AP Complémentaire du 13/01/2005, article 2</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Eaux souterraines</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>2.1 Réseau de surveillance</p> <p>Le réseau de surveillance des eaux souterraines est constitué des piézomètres Pz1, Pz2, Pz4, Pz8 et Pz12 positionnés conformément au plan figurant en annexe. L'exploitant procédera pendant au moins un an au relevé mensuel du niveau piézométrique dans chacun des piézomètres.</p> <p>2.3- Nature et fréquence d'analyse</p> <p>La surveillance comporte systématiquement un relevé du niveau piézométrique des eaux et la réalisation périodique d'échantillons représentatifs d'eaux pour analyse en laboratoire et détermination des concentrations en éléments polluants présents. Cette surveillance s'opère sur l'ensemble des points définis à l'article 2.1 ci-dessus suivant la fréquence et les paramètres repris ci-après :</p> <ul style="list-style-type: none"> - fréquence : 2 fois par an dont 1 analyse en période de basses eaux ; 1 analyse en période de hautes eaux ; - paramètres : arsenic, chrome, cuivre, indice phénol, HAP, hydrocarbures totaux

2.4- Transmission des résultats

Les résultats sont transmis à l'inspection [...] après chaque campagne.

Complété par l'article 65 bis de l'Arrêté du 2 février 1998 relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux émissions de toute nature des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation qui prescrit, entre autre:

1° La mise en place de la surveillance des eaux souterraines s'appuyant sur une étude hydrogéologique préalable, ou sur la mise à jour d'une étude antérieure, considérant le contexte propre au site (état naturel et les éventuels aménagements du site ayant une incidence sur le contexte hydrogéologique), les substances pertinentes à surveiller (substances fabriquées, utilisées, stockées, etc.) compte tenu de l'activité actuelle et passée de l'installation ainsi que les enjeux et les usages associés aux eaux souterraines sur le site de l'installation et aux alentours de ce dernier.

2° L'étude hydrogéologique préalable définit les nappes d'eau souterraine à surveiller en fonction de leur vulnérabilité et en tenant compte des activités et pratiques réalisées au droit de l'installation. Chaque nappe souterraine à surveiller est dotée d'un plan de surveillance basé sur l'étude hydrogéologique préalable. [...]

3° [...] Les positions et longueurs de crépines sont justifiées au regard des aquifères surveillés, des amplitudes du niveau d'eau, du type de polluant recherché et de l'éloignement à la source de pollution.

Tous les ouvrages sont nivelés par un géomètre et raccordés au système de nivellement général français (NGF). Le repère du nivellement est clairement identifié de manière pérenne sur la tête de l'ouvrage et est mentionné sur tous les documents lors des mesures ou échantillonnages. Les coupes techniques et géologiques associées à chaque nouvel ouvrage sont conservées.

L'exploitant fait inscrire les ouvrages de surveillance à la Banque du Sous-Sol du BRGM. [...]

5° Lorsqu'une surveillance des eaux souterraines en contexte de pollution est en place, un bilan quadriennal est réalisé conformément aux méthodes normalisées en vigueur. Ce bilan récapitule l'ensemble des résultats collectés depuis la mise en place de la surveillance et en analyse la dynamique.

L'étude hydrogéologique est alors réexaminée et, si nécessaire, révisée en vue de vérifier les éventuelles évolutions du contexte et des enjeux. Les résultats collectés et la révision de l'étude hydrogéologique peuvent conduire à modifier le plan de surveillance, en l'allégeant, voire en l'arrêtant, ou en le renforçant suivant la nature des évolutions constatées. Tout arrêt ou modification est conditionnée à un avis de l'inspection des installations classées.

Si un ouvrage n'est plus jugé pertinent dans le cadre de la surveillance de l'installation, il est comblé il est comblé par des techniques appropriées, conformément aux méthodes normalisées en vigueur, permettant de garantir l'absence de circulation d'eau entre les différentes nappes d'eau souterraine contenues dans les formations géologiques aquifères traversées et l'absence de transfert de pollution. Le rapport de travaux de comblement est communiqué au préfet.

L'exploitant assure la traçabilité et la pérennité de la conservation des données dans le cadre de la surveillance des eaux souterraines.

Constats :

Examen documentaire

Les rapports « Suivi des eaux souterraines 2023 - campagne de mai 2023 » (TAUW ref R001-1621239GAT-V01), « Suivi des eaux souterraines 2023 - campagne d'octobre 2023 » (TAUW ref R002-1621239GAT-V01) et « Suivi des eaux souterraines 2024 - campagne de juillet 2024 » (TAUW ref R001-1622252EFO-V01) indiquent que « Conformément à l'arrêté préfectoral du 13 janvier 2005, le réseau de surveillance est constitué des points de prélèvement suivants : PZ1C, PZ2, PZ4,

PZ8, PZ12bis ainsi que le point « Fossé Grillet ». » (le fossé Grillet correspond aux eaux superficielles). Les paramètres recherchés dans les eaux souterraines correspondent à ceux listés dans l'arrêté préfectoral de 2005 à savoir :

- Arsenic, Chrome et Cuivre ;
- Indice phénol ;
- Hydrocarbures Aromatiques Polycycliques (HAP) ;
- Hydrocarbures volatils et totaux (fractions C5 à C40).

Lors de ces 3 campagnes, la sonde à interface n'a pas permis de mettre en évidence la présence de phase libre (flottante ou plongeante) dans les ouvrages de contrôle. Les esquisses piézométriques présentent un sens d'écoulement vers le nord légèrement fluctuant. Il n'est pas noté des courbes isopièzes plus resserrées à proximité de la tranchée drainante ou une inversion du sens d'écoulement en aval proche.

Les graphiques des concentrations en HAP pour la période 2002-2024 montrent des pics de concentrations extrêmement importants en 2021 sur les piézomètres PZ1 et PZ12 (avril 2021 : 100 000 µg/ l en PZ1 et 50 000 µg/ l en PZ12bis ; novembre 2021 : 94 000 µg/ l en PZ1 et 120 000 µg/ l en PZ12bis ; prépondérance du naphthalène). Des pics de concentrations en HAP sont également visibles sur PZ12 bis en novembre 2023 (29 000 µg/ l) et sur PZ1 en juillet 2024 (de l'ordre de 60 000 µg/ l). Concernant ce dernier pic, il convient de préciser que la valeur du graphique semble incohérente au regard du tableau p15 du rapport (tableau incomplet sans nom des piézomètres, ni somme des HAP, mais présentant une concentration en naphthalène maximale sur les colonnes de 1700 µg/ l).

La campagne de surveillance du 2ème semestre 2024 est mutualisée dans le diagnostic complémentaire de 2024 (24/10/2024). Le réseau de piézomètres utilisé comprend : Pz1C, Pz2, Pz3, Pz4, Pz8, Pz12bis, Pz TFR 1, Pz TFR 2. Les paramètres analysés sont : ETM, composés inorganiques, CAV, naphthalène, HCT C5-C10, HCT C10-C40, TPH, HAP, indice phénols.

Les résultats d'analyse de la campagne de surveillance du 2ème semestre 2024 montrent la présence :

- de HAP au droit de tous les ouvrages avec les concentrations les plus importantes détectées en aval immédiat et éloigné du site (proximité de la résurgence de créosote dans la Bourbince). Les concentrations en HAP restent supérieures aux valeurs de références retenues ;
- d'hydrocarbures totaux en aval du site ainsi qu'en aval éloigné ;
- de phénols et d'arsenic en aval immédiat.

La consultation de la BSS par l'inspection a permis d'identifier que les piézomètres Pz1C, Pz12bis, Pz TFR 1 et Pz TFR 2 n'ont pas fait l'objet d'un enregistrement à la BSS conformément à l'article 65 bis de l'Arrêté du 2 février 1998 relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux émissions de toute nature des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation qui prescrit : « *L'exploitant fait inscrire les ouvrages de surveillance à la Banque du Sous-Sol du BRGM.* »

Les positions et profondeurs des piézomètres et des crépines mériteraient d'être précisées et justifiées au regard des aquifères surveillés, des amplitudes du niveau d'eau, du comportement de la créosote, de la profondeur du substratum et de l'éloignement à la source de pollution.

Les campagnes de surveillance n'ont pas permis de circonscrire le panache de pollution de façon horizontale et verticale.

Bien que des graphiques historiques figurent dans chacun des rapports de surveillance, il n'y a pas eu de bilan quadriennal formel tel qu'attendu dans l'arrêté ministériel du 02/02/1998.

Visite d'inspection

La visite d'inspection a permis de voir le piézomètre PZ12bis, le PZ1C et le PZ TFR2. Ces piézomètres sont en bon état, cadenassés et pour PZ12bis et PZ1C, protégés.

Conclusion

Le réseau et les paramètres analysés en 2023 et 2024 sont conformes aux prescriptions. En revanche plusieurs non-conformités à l'arrêté ministériel du 02/02/1998 ont été identifiées :

- justification des positions et profondeurs des piézomètres et des crépines ;
- enregistrement des piézomètres à la BSS ;
- réalisation d'un bilan quadriennal tel qu'attendu dans l'arrêté ministériel du 02/02/1998 et faisant un bilan des informations acquises, notamment au regard des incertitudes résiduelles identifiées dans le plan de gestion TAUW R002-1620126BAU-V01 du 17/02/2025. Ce bilan quadriennal comprendra également une analyse critique des mesures de gestion en place et une évaluation / révision du plan de gestion.

Par ailleurs, les campagnes de surveillance n'ont pas permis de circonscrire le panache de pollution de façon horizontale et verticale.

Les esquisses piézométriques ne montrent pas d'influence de la tranchée drainante sur l'écoulement des eaux souterraines (par exemple avec des courbes isopièzes plus resserrées à proximité de la tranchée drainante et inversion du sens d'écoulement en aval proche).

En 2021 ont eu lieu à la fois le vidage du dispositif de traitement (cf PC 4) et l'observation de pics de concentrations en HAP en PZ1 et PZ12bis en avril et novembre. Il pourrait y avoir une corrélation entre ces deux événements.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Il est demandé à l'exploitant de :

- faire inscrire les piézomètres Pz1C, Pz12bis, Pz TFR 1 et Pz TFR 2 et tout autre nouveau piézomètre à la Banque du Sous-Sol du BRGM, conformément à l'article 65 bis de l'Arrêté du 2 février 1998 relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux émissions de toute nature des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation. Cette inscription se fait directement sur l'outil DUPLOS pour les ouvrages de profondeur supérieure à 10 m, ou par courriel à bss.bfc@brgm.fr. Le rapport de création de l'ouvrage (dont les coupes techniques et géologiques associées) sont transmises dans le cadre de cette inscription ;
- intégrer, dans le prochain rapport de surveillance des milieux, des précisions sur les positions et profondeurs des piézomètres et des crépines au regard des aquifères surveillés, des amplitudes du niveau d'eau, du comportement de la créosote, de la profondeur du substratum et de l'éloignement à la source de pollution .

- faire réviser le rapport « Suivi des eaux souterraines 2024 - campagne de juillet 2024 » (TAUW ref R001-1622252EFO-V01) car le tableau p15 du rapport est incomplet et les derniers points des graphiques p20 semblent incohérents (pas de nom des piézomètres, pas de somme des HAP, concentration en naphthalène maximale sur les colonnes de 1700 µg/ l alors que le graphique des concentrations en HAP indique une concentration en PZ1 de l'ordre de 60000 µg/ l) ;

<ul style="list-style-type: none"> - proposer un renforcement du réseau piézométrique pour circonscrire le panache de pollution de façon horizontale et verticale, sur la base d'une étude hydraulique ; - réaliser un bilan quadriennal répondant aux exigences de l'article 65 bis de l'arrêté ministériel du 02/02/1998 et faisant un bilan des informations acquises, notamment au regard des incertitudes résiduelles identifiées dans le plan de gestion TAUW R002-1620126BAU-V01 du 17/02/2025. Ce bilan quadriennal comprendra également une analyse critique des mesures de gestion en place et une évaluation / révision du plan de gestion.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Prescriptions complémentaires, Demande d'action corrective
Proposition de délais : 6 mois